

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC
Dossier n°2025-225-PC

Marseille, le **24 SEP. 2025**

Arrêté n°2025-225-PC modifiant les prescriptions applicables à l'installation de stockage de déchets non dangereux, exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée au lieu-dit «Jas-de-Rhodes» aux Pennes Mirabeau, dans le cadre de l'augmentation de la capacité annuelle de stockage au titre de l'année 2025

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.511-1, L.541-1.I.7°, R.181-45, R.181-46-I, R.541-48-3 ;

VU la modification de l'article L.541-15-I du code de l'environnement à compter du 01 janvier 2025 ;

VU la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui instaure d'une part, la possibilité de déroger au volet déchets du schéma régional d'aménagement, du développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) afin notamment de permettre le stockage au-delà de l'objectif fixé de 50% des quantités enfouies en 2010 et d'autre part, de modifier la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en vue de surtaxer les quantités de déchets stockées au-delà de l'objectif ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC

Marseille, le **10 OCT. 2025**

Arrêté portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté n°2025-225-PC du 24 septembre 2025 modifiant les prescriptions applicables à l'installation de stockage de déchets non dangereux, exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée au lieu-dit «Jas-de-Rhôdes » aux Pennes Mirabeau, dans le cadre de l'augmentation de la capacité annuelle de stockage au titre de l'année 2025

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment son article R.181-45 ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-225-PC du 24 septembre 2025 modifiant les prescriptions applicables à l'installation de stockage de déchets non dangereux, exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée au lieu-dit «Jas-de-Rhôdes » aux Pennes Mirabeau, dans le cadre de l'augmentation de la capacité annuelle de stockage au titre de l'année 2025 ;

VU le courriel de la société SUEZ RV Méditerranée du 8 octobre 2025 signalant une erreur matérielle dans l'arrêté n°2025-225-PC du 24 septembre 2025 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n°2025-225-PC du 24 septembre 2025 susvisé est entaché d'une erreur matérielle en ce qui concerne les garanties financières ;

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC
Dossier n°2025-226-PC

Marseille, le **30 SEP. 2025**

Arrêté n°2025-226-PC modifiant les prescriptions applicables à l'installation de stockage de déchets non dangereux, exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée au lieu-dit «Jas-de-Rhodes» aux Pennes Mirabeau, dans le cadre de l'augmentation de la capacité annuelle de stockage au titre de l'année 2026

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.511-1, L.541-1.I.7°, R.181-45, R.181-46-I, R.541-48-3 ;

VU la modification de l'article L.541-15-I du code de l'environnement à compter du 01 janvier 2025 ;

VU la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui instaure d'une part, la possibilité de déroger au volet déchets du schéma régional d'aménagement, du développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) afin notamment de permettre le stockage au-delà de l'objectif fixé de 50% des quantités enfouies en 2010 et d'autre part, de modifier la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en vue de surtaxer les quantités de déchets stockées au-delà de l'objectif ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC

Marseille, le **10 OCT. 2025**

Arrêté portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté préfectoral n°2025-226-PC du 30 septembre 2025 modifiant les prescriptions applicables à l'installation de stockage de déchets non dangereux, exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée au lieu-dit «Jas-de-Rhodes» aux Pennes Mirabeau, dans le cadre de l'augmentation de la capacité annuelle de stockage au titre de l'année 2026

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment son article R.181-45 ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-226-PC du 30 septembre 2025 modifiant les prescriptions applicables à l'installation de stockage de déchets non dangereux, exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée au lieu-dit «Jas-de-Rhodes» aux Pennes Mirabeau, dans le cadre de l'augmentation de la capacité annuelle de stockage au titre de l'année 2026 ;

VU les courriels de l'inspection de l'environnement du 7 octobre 2025 et de la société SUEZ RV Méditerranée du 8 octobre 2025 signalant une erreur matérielle dans l'arrêté n°2025-226-PC du 30 septembre 2025 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n°2025-226-PC du 30 septembre 2025 susvisé est entaché d'une erreur matérielle en ce qui concerne les garanties financières et la capacité annuelle dégressive de stockage des déchets non dangereux (rubrique 2760-2b) et des déchets minéraux non dangereux valorisés en matériaux d'exploitation dans le casier (rubrique 3540-1) ;

VU l'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 28 octobre 2024 constatant pour 2025 l'objectif annuel fixé aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et non inertes en dépassement duquel le tarif de la TGAP prévu au a du A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est majorée ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mars 2019 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 06 juillet 2021, 21 juillet 2021, 26 mai 2023 et 18 octobre 2024 autorisant la société SUEZ RV Méditerranée à exploiter une ISDND au lieu-dit « Jas-de-Rhôdes » sur la commune des Pennes-Mirabeau ;

VU le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur modifié, approuvé le 03 juillet 2025 ;

VU le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant le 13 juin 2025 visant à augmenter la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux en 2025 de 20 000 tonnes et de 9600 tonnes de matériaux d'exploitation ;

VU les courriers du président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur des 20 septembre 2024 et 16 septembre 2025 en réponse aux consultations respectives du préfet de région des 28 juin 2024 et 07 juillet 2025, conformément à l'article L.541-15 du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 5 septembre 2025 ;

VU l'avis rendu par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 17 septembre 2025 au cours duquel l'exploitant a été entendu ;

CONSIDÉRANT que la société SUEZ RV Méditerranée est régulièrement autorisée à exploiter une ISDND au lieu-dit « Jas-de-Rhôdes » sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau ;

CONSIDÉRANT que le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur organise le territoire régional en quatre bassins de vie (azuréen, provençal, rhodanien, alpin), et que l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée fait partie du bassin de vie provençal ;

CONSIDÉRANT que le SRADDET fixe une limite de capacité annuelle d'élimination des déchets non dangereux de l'ordre de 569 792 tonnes par an des capacités à partir de 2025 sur le bassin provençal ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des ISDND présentes sur le bassin provençal, sont autorisées à traiter 659 050 tonnes ;

CONSIDÉRANT que la limite du bassin provençal est déjà atteinte ;

CONSIDÉRANT que le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a formulé un avis favorable en date du 20 septembre 2024, notamment à une dérogation temporaire pour l'année 2025 concernant la limite de stockage du bassin provençal en réponse au courrier du 28 juin 2024 du préfet de région ;

CONSIDÉRANT qu'une des principales orientations définies par le volet déchets du SRADDET consiste à disposer d'un maillage d'ISDND assurant l'application du principe de proximité et d'autosuffisance des quatre bassins de vie, conformément à l'article R.541-16-I-5° du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité, au titre du principe de proximité, de mobiliser les capacités régionales pour atteindre l'autosuffisance régionale avant tout recours à des capacités extra-régionales ;

CONSIDÉRANT les besoins prévisionnels de tonnages des apporteurs privés de la société SUEZ RV Méditerranée ;

CONSIDÉRANT en effet, que les termes « 4 ans et 6 mois (2025 à juin 2030 inclus) » doivent être remplacés par les termes « 4 ans et 6 mois (2026 à juin 2030) » dans le tableau présentant le montant des garanties financières pendant la période d'exploitation de l'article 4 de cet arrêté ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu de rectifier cette erreur matérielle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Les dispositions figurant dans le tableau présentant le montant des garanties financières pendant la période d'exploitation de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2025-225-PC du 24 septembre 2025 susvisé, sont modifiées comme il suit :

Le montant des garanties financières pendant la période d'exploitation est défini selon le tableau suivant :

Tonnage annuel (t/an)	Durée d'exploitation	Base annuelle des garanties financières (€ HT)	Base annuelle des garanties financières (€ TTC)
175 000	2 ans (2023 à 2024 inclus)	5 266 770	6 320 125
124 000	1 an (2025)	4 110 164	4 932 196
100 000	4 ans et 6 mois (2026 à juin 2030 inclus)	3 461 505	4 153 806

Article 2 - Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°2025-225-PC du 24 septembre 2025 susvisé, demeurent inchangées.

Article 3 - Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des Pennes Mirabeau et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

VU l'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 28 octobre 2024 constatant pour 2025 l'objectif annuel fixé aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et non inertes en dépassement duquel le tarif de la TGAP prévu au a du A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est majorée ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mars 2019 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 06 juillet 2021, 21 juillet 2021, 26 mai 2023, 18 octobre 2024 et 24 septembre 2025 autorisant la société SUEZ RV Méditerranée à exploiter une ISDND au lieu-dit « Jas-de-Rhodes » sur la commune des Pennes-Mirabeau ;

VU le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur modifié, approuvé le 03 juillet 2025 ;

VU le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant le 13 juin 2025 visant à augmenter la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux en 2026 de 35 000 tonnes et de 16 800 tonnes de matériaux d'exploitation ;

VU le courrier du président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 16 septembre 2025 en réponse à la consultation du préfet de région du 07 juillet 2025, conformément à l'article L.541-15 du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 5 septembre 2025 ;

VU l'avis rendu par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 17 septembre 2025 au cours duquel l'exploitant a été entendu ;

CONSIDÉRANT que la société SUEZ RV Méditerranée est régulièrement autorisée à exploiter une ISDND au lieu-dit « Jas-de-Rhodes » sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau ;

CONSIDÉRANT que 1 999 584 tonnes de déchets non dangereux non inertes ont été stockées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2010 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.541-1-I-7° du code de l'environnement impose de « réduire de 30% les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 par rapport à 2010, et de 50% en 2025. Dans ce cadre, la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite. » ;

CONSIDÉRANT que le SRADDET en vigueur planifie une réduction des capacités de stockage autorisées à compter du 01 janvier 2025, imposant une limite régionale au stockage fixée à 999 792 tonnes par an conformément à l'article L.541-1-I-7° du code de l'environnement, ainsi que des capacités individuelles des sites inférieures ou égales à 100 000 tonnes par an dès 2025 afin de favoriser un maillage de proximité au sein des quatre bassins de vie ;

CONSIDÉRANT que la capacité de stockage des déchets non dangereux non inertes en région autorisée n'atteint pas la limite fixée par le SRADDET pour 2026 ;

CONSIDÉRANT que cette situation conduit à identifier un déficit très probable de capacité de stockage en 2026 ;

CONSIDÉRANT l'existence d'une balance import/export défavorable, se traduisant par l'élimination annuelle de près de 100 000 tonnes de déchets hors de la région ;

CONSIDÉRANT que pour pallier ce déficit d'exutoire prévisible en 2026, il est nécessaire de réviser les autorisations des sites en vue de ramener la capacité régionale cumulée à hauteur de la limite du SRADDET, soit une hausse de cumul des autorisations de 112 192 tonnes en 2025 ;

CONSIDÉRANT en effet, que les termes « puis 100 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2029 » et « puis 48 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2029 » doivent respectivement être remplacés par « puis 100 000 t/an à partir du 01 janvier 2027 et jusqu'au 31 décembre 2029 » et « puis 48 000 t/an à partir du 01 janvier 2027 et jusqu'au 31 décembre 2029 », dans le tableau des rubriques de l'article 2 de cet arrêté ;

CONSIDÉRANT en outre, que les termes « 4 ans et 6 mois (2025 à juin 2030 inclus) » doivent être remplacés par les termes « 3 ans et 6 mois (2027 à juin 2030) » dans le tableau présentant le montant des garanties financières pendant la période d'exploitation de l'article 4 dudit arrêté ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu de rectifier cette erreur matérielle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les dispositions figurant dans le tableau des rubriques de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2025-226-PC du 30 septembre 2025 susvisé, sont modifiées comme il suit pour les rubriques 2760-2b et 3540-1.

Rubrique	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime *
2760-2b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 b) Autres installations que celles mentionnées au a	Stockage en ISDND : Capacité totale brute de stockage de déchets supplémentaires de 2 001 900m ³ dont 400 380m ³ de matériaux d'exploitation Capacité annuelle dégressive - Déchets non dangereux (déchets ménagers et assimilés et déchets ultimes d'activité économique) 175 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2024, 124 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2025, 123 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2026, puis 100 000 t/an à partir du 01 janvier 2027 et jusqu'au 31 décembre 2029 Les quantités stockées de DND entre le 01 janvier 2030 et le 30 juin 2030 ne peuvent excéder 40 000 tonnes. - Déchets minéraux non dangereux (mâchefers d'incinération et de déchets non dangereux et terres faiblement polluées) valorisés en matériaux d'exploitation dans le casier : 84 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2024, 59 520 t/an jusqu'au 31 décembre 2025,	A
3540 -1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes		A

CONSIDÉRANT le contexte régional, notamment la fermeture d'une ISDND, le retard de mise en service d'un nouveau site de stockage, les retards de travaux de modernisation d'une unité de valorisation énergétique (UVE) régionale, la sous-utilisation de certaines installations de stockage, ainsi que la multiplication des arrêts non programmés des UVE, notamment dus à la présence de bouteilles de protoxyde d'azote dans les déchets qui génèrent des dégâts au niveau des fours (casse des barreaux, détérioration réfractaire, etc.) ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu d'autoriser l'ISDND, exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée sur la commune des Pennes-Mirabeau, à augmenter sa capacité d'accueil de déchets non dangereux de l'ordre de 9 000 tonnes/an jusqu'au 31 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT le reliquat de 139 314 tonnes au 31 décembre 2024 émanant de l'écart entre les capacités autorisées et les tonnages réellement enfouis entre 2020 et 2024 ;

CONSIDÉRANT que cette augmentation entraîne un dépassement du seuil fixé dans le SRADDET régional, à savoir 999 792 tonnes de capacité régionale annuelle d'enfouissement ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2024 susmentionné fixe une capacité de 115 000 tonnes à la société SUEZ RV Méditerranée à partir de laquelle s'applique la majoration de TGAP ;

CONSIDÉRANT que cette augmentation entraîne une majoration de la TGAP pour tout tonnage supplémentaire réceptionné au-delà de 115 000 tonnes, dans la limite de l'autorisation fixée à 124 000 tonnes ;

CONSIDÉRANT que cette demande d'augmentation temporaire de la capacité de stockage à 124 000 tonnes/an pour 2025 n'entraîne pas de nouveaux rejets ou de nouvelles émissions industrielles et donc aucun nouveau danger et inconvénient pour l'environnement par rapport à la situation 2020 – 2024 (stockage de déchets non dangereux à 175 000 tonnes/an), situation dont les impacts et inconvénients ont été étudiés et présentés au public dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces modifications des conditions d'exploitation de l'ISDND ne concernent pas une extension, ni une augmentation de la quantité totale de déchets et qu'il n'y a pas de changement de la remise en état final du site ;

CONSIDÉRANT dès lors que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46-I du code de l'environnement mais qu'il est cependant nécessaire d'encadrer leur mise en œuvre par un arrêté de prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier les prescriptions techniques imposées par l'arrêté d'autorisation du 22 octobre 2019 susvisé, modifié par les arrêtés complémentaires des 06 juillet 2021, 21 juillet 2021, 26 mai 2023 et 18 octobre 2024, pour intégrer les modifications apportées par l'exploitant à son installation ;

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement, sont préservés ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral par courriel électronique notifiée le 19 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que par courrier du 19 septembre 2025, la société indique ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral communiqué ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 5 - Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
- Le maire des Pennes Mirabeau,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

CONSIDÉRANT le principe d'équité visant à considérer, sous réserve de recevabilité et d'absence d'impact, toutes les demandes qui ont été formulées et à partager cette capacité de 112 192 tonnes entre les différents exploitants d'ISDND ;

CONSIDÉRANT que le SRADDET organise le territoire régional en quatre bassins de vie (azuréen, provençal, rhodanien, alpin), et que l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée fait partie du bassin de vie provençal ;

CONSIDÉRANT que le SRADDET fixe une limite de capacité annuelle d'élimination des déchets non dangereux de l'ordre de 569 792 tonnes par an des capacités à partir de 2025 pour le bassin provençal ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des ISDND présentes sur le bassin provençal, sont autorisées à traiter 588 550 tonnes ;

CONSIDÉRANT que la limite du bassin provençal est déjà atteinte ;

CONSIDÉRANT que le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a formulé un avis favorable en date du 16 septembre 2025, notamment à une dérogation temporaire pour l'année 2026 concernant la limite de stockage du bassin provençal en réponse au courrier du 07 juillet 2025 du préfet de région ;

CONSIDÉRANT qu'une des principales orientations définies par le volet déchets du SRADDET consiste à disposer d'un maillage d'ISDND assurant l'application du principe de proximité et d'autosuffisance des quatre bassins de vie, conformément à l'article R.541-16-I-5° du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité, au titre du principe de proximité, de mobiliser les capacités régionales pour atteindre l'autosuffisance régionale avant tout recours à des capacités extra-régionales ;

CONSIDÉRANT les besoins prévisionnels de tonnages des apporteurs de la société SUEZ RV Méditerranée ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu d'autoriser l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée sur la commune des Pennes-Mirabeau, à augmenter sa capacité d'accueil de déchets non dangereux de l'ordre de 23 000 tonnes/an jusqu'au 31 décembre 2026 et d'accompagner cette augmentation d'une réduction au prorata de la capacité autorisée en 2030, soit 40 000 tonnes du 01 janvier 2030 au 30 juin 2030 (date de fin d'exploitation identique mais capacité annuelle inférieure induisant une baisse de capacité journalière) ;

CONSIDÉRANT que cette demande d'augmentation temporaire de la capacité de stockage à 124 000 tonnes/an pour 2026 n'entraîne pas de nouveaux rejets ou de nouvelles émissions industrielles et donc aucun nouveau danger et inconvénient pour l'environnement par rapport à la situation 2020 – 2024 (stockage de déchets non dangereux à 175 000 tonnes/an), situation dont les impacts et inconvénients ont été étudiés et présentés au public dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces modifications des conditions d'exploitation de l'ISDND ne concernent pas une extension, ni une augmentation de la quantité totale de déchets et qu'il n'y a pas de changement de la remise en état final du site ;

CONSIDÉRANT dès lors que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46-I du code de l'environnement mais qu'il est cependant nécessaire d'encadrer leur mise en œuvre par un arrêté de prescriptions complémentaires ;

		<p>59 040 t/an jusqu'au 31 décembre 2026, puis 48 000 t/an à partir du 01 janvier 2027 et jusqu'au 31 décembre 2029.</p> <p>Les quantités stockées de DMND entre le 01 janvier 2030 et le 30 juin 2030 ne peuvent excéder 19 200 tonnes.</p> <p>Stockage en alvéole dédiée de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liée : Capacité totale brute de stockage supplémentaire de 39 300 m³ Capacité annuelle 4 200 t/an</p>	
--	--	--	--

(*) A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ** ou NC (non classé).

(**) En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Au sens de l'article R.512-61, la rubrique principale est la rubrique 3540 relative à l'installation de stockage de déchets non dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF traitement de déchets (BREF WT).

Article 2 : Les dispositions figurant dans le tableau présentant le montant des garanties financières pendant la période d'exploitation de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2025-226-PC du 30 septembre 2025 susvisé, sont modifiées comme il suit :

Le montant des garanties financières pendant la période d'exploitation est défini selon le tableau suivant :

Tonnage annuel (t/an)	Durée d'exploitation	Base annuelle des garanties financières (€ HT)	Base annuelle des garanties financières (€ TTC)
175 000	2 ans (2023 à 2024 inclus)	5 266 770	6 320 125
124 000	1 an (2025)	4 110 164	4 932 196
123 000	1 an (2026)	4 083 773	4 900 528
100 000	3 ans et 6 mois (2027 à juin 2030 inclus)	3 409 571	4 091 485

Article 3 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°2025-226-PC du 30 septembre 2025 susvisé, demeurent inchangées.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des Pennes Mirabeau et peut y être consultée.

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Champ d'application

Les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située au lieu-dit « Jas-de-Rhodes » sur la commune des Pennes-Mirabeau, autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 06 juillet 2021, 21 juillet 2021, 26 mai 2023 et 18 octobre 2024, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Modifications de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2019

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019, modifié par l'article 2 de l'arrêté du 18 octobre 2024 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime *
2760-2b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 b) Autres installations que celles mentionnées au a	Stockage en ISDND : Capacité totale brute de stockage de déchets supplémentaires de 2 001 900m ³ dont 400 380m ³ de matériaux d'exploitation Capacité annuelle dégressive - Déchets non dangereux (déchets ménagers et assimilés et déchets ultimes d'activité économique) 175 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2024 124 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2025, puis 100 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2029 Les quantités stockées de DND entre le 01 janvier 2030 et le 30 juin 2030 ne peuvent excéder 63 000 tonnes. - Déchets minéraux non dangereux (mâchefers d'incinération et de déchets non dangereux et terres faiblement polluées) valorisés en matériaux d'exploitation dans le casier :	A
3540 -1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	84 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2024 59 520 t/an jusqu'au 31 décembre 2025, puis 48 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2029.	A

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier les prescriptions techniques imposées par l'arrêté d'autorisation du 22 octobre 2019 susvisé, modifié par les arrêtés complémentaires des 06 juillet 2021, 21 juillet 2021, 26 mai 2023, 18 octobre 2024 et 24 septembre 2025 pour intégrer les modifications apportées par l'exploitant à son installation ;

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement, sont préservés ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral par courriel électronique notifiée le 19 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que par courriel du 22 septembre 2025, la société indique ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral communiqué ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ d'application

Les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située au lieu-dit « Jas-de-Rhodes » sur la commune des Pennes-Mirabeau, autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 06 juillet 2021, 21 juillet 2021, 26 mai 2023, 18 octobre 2024 et 24 septembre 2025, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Modifications de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2019

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019, modifié par l'article 2 de l'arrêté du 18 octobre 2024 et l'article 2 de l'arrêté du 24 septembre 2025, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 6 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
 - Le maire des Pennes Mirabeau,
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
 - Le directeur départemental des territoires et de la mer,
 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

		<p>Les quantités stockées de DMND entre le 01 janvier 2030 et le 30 juin 2030 ne peuvent excéder 30 300 tonnes.</p> <p>Stockage en alvéole dédiée de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liée : Capacité totale brute de stockage supplémentaire de 39 300 m³ Capacité annuelle 4 200 t/an</p>	
2510-3	<p>Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de)</p> <p>3. Affouillements du (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes.</p>	<p>Affouillement pour l'extension Ouest de l'installation de stockage de déchets non dangereux :</p> <p>185 000m³ extraits (soit environ 46 000t), sur une surface de 24 000m². Les travaux sont prévus sur une période de 10 mois.</p>	A
2515-1-a	<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	<p>Plateforme Bâtiment-Travaux Publics (BTP) :</p> <p>Activité de broyage et concassage de déchets inertes et de terres excavées</p> <p>Capacité de 70 000 t/an Puissance maximum de 350 kW</p>	E
2517-2	<p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²</p>	<p>Plateforme BTP :</p> <p>Capacité de 70 000 t/an Surface de plateforme BTP dédié au stockage de déchets inertes et des terres excavées 2 000 m²</p>	NC

Rubrique	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime *
2760-2b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 b) Autres installations que celles mentionnées au a	<p>Stockage en ISDND :</p> <p>Capacité totale brute de stockage de déchets supplémentaires de 2 001 900m³ dont 400 380m³ de matériaux d'exploitation</p> <p>Capacité annuelle dégressive</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets non dangereux (déchets ménagers et assimilés et déchets ultimes d'activité économique) <p>175 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2024 124 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2025, 123 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2026 puis 100 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2029</p> <p>Les quantités stockées de DND entre le 01 janvier 2030 et le 30 juin 2030 ne peuvent excéder 40 000 tonnes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets minéraux non dangereux (mâchefers d'incinération et de déchets non dangereux et terres faiblement polluées) valorisés en matériaux d'exploitation dans le casier : <p>84 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2024, 59 520 t/an jusqu'au 31 décembre 2025, 59 040 t/an jusqu'au 31 décembre 2026, puis 48 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2029.</p> <p>Les quantités stockées de DMND entre le 01 janvier 2030 et le 30 juin 2030 ne peuvent excéder 19 200 tonnes.</p> <p>Stockage en alvéole dédiée de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liée : Capacité totale brute de stockage supplémentaire de 39 300 m³ Capacité annuelle 4 200 t/an</p>	A
3540 -1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	<p>84 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2024, 59 520 t/an jusqu'au 31 décembre 2025, 59 040 t/an jusqu'au 31 décembre 2026, puis 48 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2029.</p> <p>Les quantités stockées de DMND entre le 01 janvier 2030 et le 30 juin 2030 ne peuvent excéder 19 200 tonnes.</p> <p>Stockage en alvéole dédiée de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liée : Capacité totale brute de stockage supplémentaire de 39 300 m³ Capacité annuelle 4 200 t/an</p>	A

2710-2-a	<p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux :</p> <p>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 300 m³</p>	<p>Plateforme Déchets des Activités Economiques Non Dangereux Valorisables (DAENDV) :</p> <p>Activité de tri conjointe avec une activité de réception de déchets apportés par le producteur initial, capacité de 14 000 t/an</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stockage en vrac, en box et en bennes de déchets de papiers, cartons, bois, plastiques, DAENDV en mélange : 475 m³ - Stockage en vrac, en box et en benne de déchets de métaux : 70 m³ <p>Soit un volume total global de 545 m³</p>	E
2713-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La superficie étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m² mais inférieur à 1 000 m²</p>	<p>Activité Collecte Sélective (CS) et DAENDV :</p> <p>Transit de métaux pour une surface de 145 m²</p> <p>Zone de stockage de balles de déchets d'aluminium / métaux : 518 m²</p> <p>Plateforme DAENDV</p> <p>Surface dédiée de 35 m²</p> <p>Soit une surface globale égale à 698m²</p>	D
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Activité CS :</p> <p>Capacité de tri 94 000 t/an de déchets issus de collecte sélective</p> <ul style="list-style-type: none"> • 80 000 t/an passant sur la chaîne de tri • 14 000 t/an de mono-matériaux (verre + fibreux et autres) <p>Stockage en box :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets issus de la collecte sélective avant tri 5 950 m³ - des JRM monoflux 680 m³ <p>Stockage en balles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'extérieur sous auvents des déchets plastiques et cartons triés : 2 487 m³ - à l'extérieur : déchets plastiques, papiers, cartons sur des zones de 1 080m³ et de 360m³ <p>Volume global dédiée de 10 557 m³</p> <p>Plateforme DAENDV :</p> <p>Activité de tri conjointe avec une activité de réception de déchets apportés par le producteur initial, capacité de 14 000 t/an</p>	E

2510-3	<p>Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de)</p> <p>3. Affouillements du (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes.</p>	<p>Affouillement pour l'extension Ouest de l'installation de stockage de déchets non dangereux :</p> <p>185 000m³ extraits (soit environ 46 000t), sur une surface de 24 000m². Les travaux sont prévus sur une période de 10 mois.</p>	A
2515-1-a	<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	<p>Plateforme Bâtiment-Travaux Publics (BTP) :</p> <p>Activité de broyage et concassage de déchets inertes et de terres excavées</p> <p>Capacité de 70 000 t/an Puissance maximum de 350 kW</p>	E
2517-2	<p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²</p>	<p>Plateforme BTP :</p> <p>Capacité de 70 000 t/an Surface de plateforme BTP dédié au stockage de déchets inertes et des terres excavées 2 000 m²</p>	NC
2710-2-a	<p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p>	<p>Plateforme Déchets des Activités Economiques Non Dangereux Valorisables (DAENDV) :</p>	E

		Stockage en vrac, en box et en bennes de déchets de papiers, cartons, bois, plastiques, DAENDV en mélange pour un volume dédié de 475 m ³ Volume total de 11 032 m³	
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Bâtiment de tri : Activité CS : stockage en alvéole de 40m ² Volume total de 120 m ³	NC
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Bâtiment de tri : Stockage en alvéole des refus de tri issus de la collecte sélective Volume total de 400 m ³	DC**
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux , à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10t/j	Bâtiment de tri : Activité DAEND/BTP : capacité de tri 75 000 t/an, soit 265 t/j Opérations successives de broyages, criblages, tri et granulation des déchets pour produire du CSR Opération de broyage de déchets de bois Traitement des lixiviats du site et de lixiviats en provenance d'autres ICPE Capacité : 30 000 m ³ /an, dont 15 000m ³ /an maximum provenant d'autres installations soit 83 t/jour Capacité totale de traitement de déchets 348 t/j	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : -traitement biologique -prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération [...]		A

	<p>2. Collecte de déchets non dangereux :</p> <p>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 300 m³</p>	<p>Activité de tri conjointe avec une activité de réception de déchets apportés par le producteur initial, capacité de 14 000 t/an</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stockage en vrac, en box et en bennes de déchets de papiers, cartons, bois, plastiques, DAENDV en mélange : 475 m³ - Stockage en vrac, en box et en benne de déchets de métaux : 70 m³ <p>Soit un volume total global de 545 m³</p>	
2713-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La superficie étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m² mais inférieur à 1 000 m²</p>	<p>Activité Collecte Sélective (CS) et DAENDV :</p> <p>Transit de métaux pour une surface de 145 m²</p> <p>Zone de stockage de balles de déchets d'aluminium / métaux : 518 m²</p> <p>Plateforme DAENDV</p> <p>Surface dédiée de 35 m²</p> <p>Soit une surface globale égale à 698 m²</p>	D
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Activité CS :</p> <p>Capacité de tri 94 000 t/an de déchets issus de collecte sélective</p> <ul style="list-style-type: none"> • 80 000 t/an passant sur la chaîne de tri • 14 000 t/an de mono-matériaux (verre + fibreux et autres) <p>Stockage en box :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets issus de la collecte sélective avant tri 5 950 m³ - des JRM monoflux 680 m³ <p>Stockage en balles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'extérieur sous auvents des déchets plastiques et cartons triés : 2 487 m³ - à l'extérieur : déchets plastiques, papiers, cartons sur des zones de 1 080 m³ et de 360 m³ <p>Volume global dédiée de 10 557 m³</p> <p>Plateforme DAENDV :</p> <p>Activité de tri conjointe avec une activité de réception de déchets apportés par le producteur initial, capacité de 14 000 t/an</p> <p>Stockage en vrac, en box et en bennes de déchets de papiers, cartons, bois, plastiques, DAENDV en mélange pour un volume dédié de 475 m³</p> <p>Volume total de 11 032 m³</p>	E

2910-B-1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW</p>	<p>Plateforme de valorisation du biogaz : 2 moteurs de valorisation du biogaz de l'installation de stockage de déchets non dangereux d'une puissance électrique nominale unitaire de 1 067kWe et d'une puissance thermique nominale unitaire de 1.14 MW</p> <p>Puissance thermique nominale totale : 2.28 MW</p>	E
2921-1-b	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de)</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW</p>	<p>Plateforme de valorisation du biogaz : Tour aéroréfrigérante pour l'évaporation des perméats du traitement des lixiviats grâce à la chaleur récupérée sur les moteurs</p> <p>Puissance thermique évacuée maximale de 1.5 MW</p>	DC**
2930-1-b	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :</p> <p>b) Supérieure à 2 000 m², mais inférieure ou égale à 5 000 m²</p>	111 m ²	NC

(*) A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ** ou NC (non classé).

2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Bâtiment de tri : Activité CS : Stockage en alvéole de 40m ² Volume total de 120 m ³	NC
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Bâtiment de tri : Stockage en alvéole des refus de tri issus de la collecte sélective Volume total de 400 m ³	DC**
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux , à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Bâtiment de tri : Activité DAEND/BTP : Capacité de tri 75 000 t/an, soit 265 t/j Opérations successives de broyage, criblages, tri et granulation des déchets pour produire du CSR Opération de broyage de déchets de bois	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : -traitement biologique -prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération [...]	Traitement des lixiviats du site et de lixiviats en provenance d'autres ICPE Capacité : 30 000m ³ /an, dont 15 000m ³ /an maximum provenant d'autres installations soit 83t/jour Capacité totale de traitement de déchets 348 t/j	A
2910-B-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	Plateforme de valorisation du biogaz : 2 moteurs de valorisation du biogaz de l'installation de stockage de déchets non dangereux d'une puissance électrique nominale unitaire de 1 067kWe et d'une puissance thermique nominale unitaire de 1.14 MW Puissance thermique nominale totale : 2.28 MW	E

(**) En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Au sens de l'article R.512-61, la rubrique principale est la rubrique 3540 relative à l'installation de stockage de déchets non dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF traitement de déchets (BREF WT).

Article 3 - Modifications de l'article 1.2.4.4° de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2019

Les dispositions de l'article 1.2.4.4° de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019, modifié par l'article 4 de l'arrêté du 26 mai 2023 et l'article 4 de l'arrêté du 18 octobre 2024, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Année	Tonnage maximal annuel de déchets non dangereux (t)	Tonnage maximal annuel de matériaux d'exploitation (t)
2020	175 000	84 000
2021	175 000	84 000
2022	175 000	84 000
2023	175 000	84 000
2024	175 000	84 000
2025	124 000	59 520
2026	100 000	48 000
2027	100 000	48 000
2028	100 000	48 000
2029	100 000	48 000
01/01/2030 au 30/06/2030	63 000	30 300

Article 4 - Modifications de l'article 1.5.2.1° de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2019

Les dispositions de l'article 1.5.2.1° de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019, modifié par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2023 et l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2024, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant des garanties financières est calculé sur la base de l'approche forfaitaire détaillée par la circulaire du 28 mai 1996. Les coûts unitaires et les codes de calcul des différents postes à prendre en compte dans l'évaluation des garanties sont détaillés dans l'annexe II de la circulaire n°532 du 23 avril 1999. Il a été défini en prenant en compte un indice TP01 en base 2010 de 132.2 (paru au JO du 16 avril 2025), le coefficient de raccordement de 6.5345 et un taux de TVA de 20%.

Le montant des garanties financières pendant la période d'exploitation est défini selon le tableau suivant :

Tonnage annuel (t/an)	Durée d'exploitation	Base annuelle des garanties financières (€ HT)	Base annuelle des garanties financières (€ TTC)
175 000	2 ans (2023 à 2024 inclus)	5 266 770	6 320 125
124 000	1 an (2025)	4 110 164	4 932 196
100 000	4 ans et 6 mois (2025 à juin 2030 inclus)	3 461 505	4 153 806

	<p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW</p>		
2921-1-b	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de)</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW</p>	<p>Plateforme de valorisation du biogaz : Tour aéroréfrigérante pour l'évaporation des perméats du traitement des lixiviats grâce à la chaleur récupérée sur les moteurs</p> <p>Puissance thermique évacuée maximale de 1.5 MW</p>	DC**
2930-1-b	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :</p> <p>b) Supérieure à 2 000 m², mais inférieure ou égale à 5 000 m²</p>	111 m ²	NC

(*) A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ** ou NC (non classé).

(**) En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Au sens de l'article R.512-61, la rubrique principale est la rubrique 3540 relative à l'installation de stockage de déchets non dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF traitement de déchets (BREF WT).

Le montant des garanties financières durant la phase de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux est défini selon le tableau suivant :

Période	Montant des garanties (€ HT)	Montant des garanties (€ TTC)
Année n+1 à n+5	2 596 129	3 115 355
Année n+6 à n+15	1 730 753	2 076 903
Année n+16	1 696 138	2 035 365
Année n+17	1 661 523	1 993 827
Année n+18	1 626 907	1 952 289
Année n+19	1 592 292	1 910 751
Année n+20	1 557 677	1 869 213
Année n+21	1 523 062	1 827 675
Année n+22	1 488 447	1 786 137
Année n+23	1 453 832	1 744 599
Année n+24	1 419 217	1 703 061
Année n+25	1 384 602	1 661 523
Année n+26	1 349 987	1 619 984
Année n+27	1 315 372	1 578 446
Année n+28	1 280 757	1 536 908
Année n+29	1 246 142	1 495 370
Année n+30	1 211 527	1 453 832

L'exploitant transmet, **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, le document attestant de la constitution des garanties financières établie dans les formes par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 - Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des Pennes Mirabeau et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Article 3 : Modifications de l'article 1.2.4.4° de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2019

Les dispositions de l'article 1.2.4.4° de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019, modifié par l'article 4 de l'arrêté du 26 mai 2023, de l'article 4 de l'arrêté du 18 octobre 2024 et de l'article 3 de l'arrêté du 24 septembre 2025, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Année	Tonnage maximal annuel de déchets non dangereux (t)	Tonnage maximal annuel de matériaux d'exploitation (t)
2020	175 000	84 000
2021	175 000	84 000
2022	175 000	84 000
2023	175 000	84 000
2024	175 000	84 000
2025	124 000	59 520
2026	123 000	59 040
2027	100 000	48 000
2028	100 000	48 000
2029	100 000	48 000
01/01/2030 au 30/06/2030	40 000	19 200

Article 4 : Modifications de l'article 1.5.2.1° de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2019

Les dispositions de l'article 1.5.1.1° de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019, modifié par l'article 7 de l'arrêté du 26 mai 2023, l'article 5 de l'arrêté du 18 octobre 2024 et l'article 4 de l'arrêté du 24 septembre 2025, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant des garanties financières est calculé sur la base de l'approche forfaitaire détaillée par la circulaire du 28 mai 1996. Les coûts unitaires et les codes de calcul des différents postes à prendre en compte dans l'évaluation des garanties sont détaillés dans l'annexe II de la circulaire n°532 du 23 avril 1999. Il a été défini en prenant en compte un indice TP01 en base 2010 de 132.2 (paru au JO du 16 avril 2025), le coefficient de raccordement de 6.5345 et un taux de TVA de 20%.

Le montant des garanties financières pendant la période d'exploitation est défini selon le tableau suivant :

Tonnage annuel (t/an)	Durée d'exploitation	Base annuelle des garanties financières (€ HT)	Base annuelle des garanties financières (€ TTC)
175 000	2 ans (2023 à 2024 inclus)	5 266 770	6 320 125
124 000	1 an (2025)	4 110 164	4 932 196
123 000	1 an (2026)	4 083 773	4 900 528
100 000	4 ans et 6 mois (2025 à juin 2030 inclus)	3 409 571	4 091 485

Le montant des garanties financières durant la phase de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux est défini selon le tableau suivant :

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 7 - Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
- Le maire des Pennes Mirabeau,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

Période	Montant des garanties (€ HT)	Montant des garanties (€ TTC)
Année n+1 à n+5	2 596 129	3 115 355
Année n+6 à n+15	1 730 753	2 076 903
Année n+16	1 696 138	2 035 365
Année n+17	1 661 523	1 993 827
Année n+18	1 626 907	1 952 289
Année n+19	1 592 292	1 910 751
Année n+20	1 557 677	1 869 213
Année n+21	1 523 062	1 827 675
Année n+22	1 488 447	1 786 137
Année n+23	1 453 832	1 744 599
Année n+24	1 419 217	1 703 061
Année n+25	1 384 602	1 661 523
Année n+26	1 349 987	1 619 984
Année n+27	1 315 372	1 578 446
Année n+28	1 280 757	1 536 908
Année n+29	1 246 142	1 495 370
Année n+30	1 211 527	1 453 832

L'exploitant transmet, **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, le document attestant de la constitution des garanties financières établie dans les formes par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 - Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des Pennes Mirabeau et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 7 - Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
 - Le maire des Pennes Mirabeau,
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
 - Le directeur départemental des territoires et de la mer,
 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA